

**Entente de contribution financière et de suivi pour le projet :
*PORTRAIT DE LA COMBUSTION RÉSIDENTIELLE DU BOIS AU QUÉBEC***

**Projet financé par le Plan d'action interministériel 2017-2021
de la Politique gouvernementale de prévention en santé 2015-2025**

(ci-après désigné l'« Entente »)

ENTRE :

LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, agissant à la présente Entente et ici représenté par madame Marie-Ève Bédard, sous-ministre adjointe à la Direction générale de la santé publique dûment autorisée en vertu de la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (RLRQ, chapitre M-19.2);

ci-après désigné le « MSSS »

ET :

L'INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC, personne morale légalement constituée par la Loi sur l'Institut national de santé publique du Québec (RLRQ, chapitre I-13.1.1), ayant son siège social au 945, avenue Wolfe, Québec (Québec) G1V 5B3, agissant par monsieur Yves St-Onge, président-directeur général par intérim, dûment autorisé aux présentes,

ci-après désigné « INSPQ »

ATTENDU QUE le ministre de la Santé et des Services sociaux, ci-après désigné le « MSSS », s'est vu confier la responsabilité de mettre en œuvre des actions du Plan d'action interministériel de la Politique gouvernementale de prévention en santé 2015-2025, ci-après appelée « PGPS »;

ATTENDU QUE l'INSPQ a soumis une proposition de projet intitulée « *PORTRAIT DE LA COMBUSTION RÉSIDENTIELLE DU BOIS AU QUÉBEC* » **(ci-après désigné le « Projet »)** **(Annexe 1)**;

ATTENDU QUE le MSSS s'est engagé, dans une lettre datée du 2022-02-14 (Annexe 2) à distribuer directement à l'INSPQ, sous forme de subvention, le financement nécessaire à la réalisation du Projet;

ATTENDU QUE l'octroi de cette aide financière est conditionnel à la disponibilité des fonds prévus dans la PGPS;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer, dans le cadre d'une Entente, les engagements et responsabilités entre les Parties quant à la collaboration attendue pour favoriser le suivi et la réalisation de ce Projet;

ATTENDU QUE la combustion résidentielle du bois représente une source importante de polluants de l'air (extérieur et intérieur) qui ont des incidences non négligeables sur la santé des populations;

ATTENDU QUE les secteurs habités où la combustion résidentielle du bois et les concentrations de polluants associés à cette pratique sont importantes demeurent mal documentés au Québec (et au Canada);

ATTENDU QUE le développement d'un indicateur de surveillance portant sur la Proportion de ménages utilisant le chauffage au bois a été ciblé en 2019 comme un indicateur prioritaire à développer en santé environnementale;

ATTENDU QUE l'INSPQ dirige une équipe détenant les expertises pour caractériser les secteurs habités où il y a combustion résidentielle du bois et les concentrations de polluants associés à cette pratique au Québec;

ATTENDU QUE le MSSS a confié un mandat à l'INSPQ pour le développement de la surveillance des maladies chroniques et de ses déterminants, lequel s'inscrit en complémentarité avec les rôles et responsabilités des CISSS et des CIUSSS, au regard de la coordination de leur réseau territorial de services;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET DE L'ENTENTE

- 1.1. La présente Entente a pour objet de fixer le montant et les modalités de versements de l'aide financière à l'INSPQ pour la réalisation des livrables du projet : ***Portrait de la combustion résidentielle du bois au Québec*** (Annexe 1). La présente Entente fixe le montant de l'aide financière maximale et non récurrente de 140,000 \$ (taxes et frais inclus).

2. DURÉE DE L'ENTENTE

- 2.1. La présente Entente entre en vigueur à la date de la dernière signature par l'une ou l'autre des Parties et prend fin le 31 mars 2023.

3. OBLIGATIONS DES PARTIES

- 3.1. Le MSSS s'engage à :

- a) fournir à l'INSPQ toutes les informations et recommandations nécessaires ou utiles de façon à lui permettre de remplir ses obligations sans retard indu.

- 3.2. L'INSPQ s'engage à :

- a) agir à titre de responsable de projet dans le cadre de la réalisation du Projet et conserver le contrôle de toute la gestion du Projet durant la durée de la présente ;
- b) approuver la participation du MSSS, aux réunions d'équipe de projet des Institutions dans le cadre de la réalisation du Projet;
- c) s'assurer que soit réalisé, d'ici le 31 mars 2022, les livrables prévus dans la présente Entente et en assurer le bon déroulement selon les termes de la présente Entente;
- d) respecter les lois et règlements en vigueur et à obtenir et maintenir, le cas échéant, les autorisations requises avant et pendant l'exécution du Projet;
- e) utiliser la subvention versée par le MSSS pour couvrir les dépenses indiquées dans le budget de la proposition de projet (Annexe 1)
- f) reconnaître que le MSSS peut réduire, annuler ou, le cas échéant, exiger le remboursement en tout ou en partie des sommes versées en cas de non-respect de la présente Entente;
- g) assumer l'entière responsabilité financière de ses activités et de ses opérations dans le cadre du Projet;
- h) remettre au MSSS un bilan financier lié aux dépenses de la production du livrable, respectant les mêmes catégories de dépenses que celles du budget de la proposition de projet (Annexe 1), suivant le dépôt final du livrable et au plus tard le 30 mai 2022;

- i) fournir au MSSS, sur demande, tout document ou renseignement pertinent à l'utilisation de la subvention versée ;
- j) remettre au MSSS les livrables prévus dans la proposition de Projet (Annexe 1) et dans cette Entente dans les délais qui sont fixés, soit :
 - i. Une version finale du premier livrable décrit dans l'Annexe A, au plus tard le 31 mars 2022
 - ii. Une version finale du 2^e livrable décrit dans l'Annexe A, au plus tard le 30 mai 2022.
- k) aviser immédiatement le MSSS de tout changement significatif qui pourrait survenir en cours de réalisation du Projet et qui pourrait avoir pour effet de modifier les conditions initiales, et ce, durant toute la durée de la présente Entente;
- l) indiquer la participation financière du gouvernement du Québec dans tout document public (activités de communication, publications, site Internet, etc.) et dans tous les rapports produits dans le cadre du Projet, de la manière suivante : « Ce projet est financé par la Politique gouvernementale de prévention en santé dans le cadre du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé »;
- m) collaborer pleinement à tout processus d'évaluation de programme qui pourrait être mené dans le cadre de la PGPS.

4. ÉVALUATION ET ACCEPTATION DES LIVRABLES

- 4.1. Le cas échéant, le MSSS fait connaître, par avis écrit, son refus de l'ensemble ou d'une partie des livrables prévus à l'article 3.2 j) (les « Livrables ») dans les trente (30) jours suivant la réception desdits Livrables remis au MSSS par l'INSPQ. L'absence d'avis écrit dans le délai prescrit signifie que le MSSS accepte les Livrables.
- 4.2. En cas de refus des Livrables, le MSSS se réserve le droit de demander à l'INSPQ d'apporter toutes corrections jugées utiles afin que le Projet soit conforme à la présente Entente, à défaut de quoi celle-ci pourra être résiliée conformément à l'article 13 des présentes.

5. BUDGET ET MODALITÉS DE PAIEMENT

- 5.1. En considération des obligations et engagements décrits dans la présente Entente, le MSSS s'est engagé à verser à l'INSPQ une aide financière maximale de cent quarante mille dollars (140 000\$) incluant des les taxes et les frais indirects de la recherche pour la réalisation du Projet, sans autres frais, coûts ou dépenses que ce soit selon les modalités suivantes :
 - un versement de cent quarante mille dollars (140 000\$) à la signature de l'entente et la réception par le MSSS du premier livrable en avril 2022.

Pour que ce versement soit effectué dans les meilleurs délais, une facture devra être adressée par courriel à :

Monsieur Yves Jalbert
 Directeur médical de la protection de la santé publique
 Direction générale adjointe de la protection de la santé publique
 1075, chemin Sainte-Foy, 12^e étage
 Québec (Québec) G1S 2M1
 Courriel : yves.jalbert@msss.gouv.qc.ca

- 5.2. Le versement sera effectué au moyen d'un chèque libellé à l'ordre de l' « **Institut national de santé publique du Québec** » transmis à l'attention de :

Madame Christiane Thibault
Directrice scientifique
Direction de la santé environnementale, au travail
et de la toxicologie
Institut national de santé publique du Québec
190, boulevard Crémazie Est, Montréal
(Québec) H2P 1E2
Courriel : christiane.thibault@inspq.qc.ca

6. CONFIDENTIALITÉ

- 6.1. Les Parties conviennent d'échanger de l'information et des données non constituées de renseignements personnels dans le cadre du mandat établi par de la présente Entente, le tout en conformité avec les politiques de l'INSPQ et du MSSS.
- 6.2. Les Parties s'engagent à garder confidentielle, sous réserve de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1), et à ne pas publier ou autrement divulguer, directement ou indirectement, par quelque moyen que ce soit, en partie ou en totalité, l'information contenue dans la présente Entente, à l'exception du titre du projet et des noms des Parties, pour la durée de l'Entente et pour une période de cinq (5) ans suivant la fin de celle-ci

7. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les travaux, résultats et documents y compris ses accessoires tels que les rapports de recherche, les banques de données et autres produits à être développés sont désignés ci-après « les œuvres ».

7.1. DROITS D'AUTEUR

L'INSPQ demeure titulaire des droits d'auteur sur les œuvres qu'il réalise dans le cadre de la présente Entente.

7.2. LICENCE

En acceptant la subvention, l'INSPQ accorde au MSSS, à ses mandataires et aux établissements du réseau de la santé et des services sociaux, une licence non exclusive, non transférable, non commerciale et irrévocable lui permettant de reproduire, d'adapter, de publier de communiquer au public par quelque moyen que ce soit, d'exécuter ou de présenter en public les œuvres à être réalisées en vertu de la présente Entente pour toutes fins jugées utiles par le MSSS.

Cette licence est accordée gratuitement, sans limite territoriale et de temps.

7.3. GARANTIES

L'INSPQ s'engage lorsqu'il réfère à des contenus dont les droits d'auteur ne leur appartiennent pas, à obtenir du titulaire des droits d'auteur concernés, une licence leur permettant d'utiliser le contenu emprunté.

Conformément à ce qui précède, l'INSPQ garantit au MSSS qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente Entente et, notamment, de consentir à la licence prévue à l'article 7.2 et se porte garant envers le MSSS contre tout recours, poursuite, réclamation, demande et autres procédures pris par toute personne relativement à l'objet de ces garanties.

Le MSSS s'engage également à indiquer les noms des auteurs sur tout document produit dans le cadre de la présente Entente.

Le MSSS reconnaît que la Chercheuse Principale et les membres de l'équipe de recherche conservent indéfiniment le droit d'utiliser les œuvres à des fins académiques, y compris l'enseignement et la recherche.

8. PUBLICATIONS ET PRÉSENTATIONS

- 8.1. Les Parties conviennent que la divulgation des résultats obtenus dans le cadre du Projet aux fins de la diffusion des connaissances est essentielle à la réalisation de la mission de l'INSPQ.
- 8.2. Pendant toute la durée de cette Entente et jusqu'à trois (3) mois inclusivement suivant la fin de l'Entente, l'INSPQ doit faire parvenir au MSSS un exemplaire de tout projet de divulgation ayant trait à cette Entente (ci-après désignée « Divulgence Proposée ») au moins quarante-cinq (45) jours avant la présentation ou publication. Si le MSSS ne s'oppose pas par écrit à cette Divulgence Proposée dans les quinze (15) jours suivant la réception de l'exemplaire, l'INSPQ pourra divulguer l'information sans autre avis ni délai.
- 8.3. En cas d'objection écrite fondée sur le fait que la Divulgence Proposée contient de l'Information confidentielle du MSSS dont elle n'a pas autorisé l'utilisation (ci-après désignée l'« Information confidentielle non autorisée »), Le MSSS et l'INSPQ devront s'entendre sur les modifications à apporter à la Divulgence Proposée avant sa soumission pour publication ainsi que sur une date de diffusion, et ce, dans les quarante-cinq (45) jours mentionnés à l'article 8.2. Si aucun accord n'intervient dans le délai imparti, la Divulgence Proposée ne pourra pas avoir lieu, à moins que l'Information confidentielle non autorisée en soit retranchée complètement après quoi, la Divulgence Proposée peut avoir lieu sans autre avis ni délai.
 - i) L'expression, Divulgence Proposée, inclut la diffusion d'essais, de mémoires de maîtrise et de thèses de doctorat à des tiers, la soumission d'articles à une revue, la présentation de séminaires aussi bien que les autres présentations orales et écrites. Malgré les autres dispositions de cette Entente, il est entendu que les auteurs des séminaires et des présentations ainsi que des articles pouvant être publiés, notamment dans les revues savantes, demeurent titulaires des droits d'auteur y afférents, étant entendu que ces publications et présentations doivent se faire dans le respect des termes et conditions de l'Entente ayant trait au contrôle préalable des Divulgations Proposées;
 - ii) les étudiants impliqués dans le Projet conservent en tout temps leurs droits d'auteur sur leur essai, leur mémoire de maîtrise ou sur leur thèse de doctorat et que les essais, les mémoires de maîtrise et les thèses de doctorat seront du domaine public. Le délai d'opposition du MSSS à la publication d'un essai, mémoire de maîtrise ou thèse de doctorat ne pourra excéder six (6) mois.

9. RESPONSABILITÉ

- 9.1 L'INSPQ n'est ni l'agent, ni le représentant du MSSS et rien dans la présente Entente ne leur confère cette autorité. Le MSSS est indépendant de l'INSPQ et la présente Entente ne doit en aucune façon être considérée comme une entreprise commune.
- 9.2 Chaque Partie sera responsable de tout dommage causé par elle, ses employés, agents, représentants ou sous-traitants y compris le dommage résultant d'un manquement à un engagement pris en vertu de la présente Entente.

10. RECONNAISSANCE

- 10.1 Chaque Institution fera mention de toutes les contributions professionnelles et institutionnelles ayant collaboré aux travaux effectués en vertu du Projet.
- 10.2 Comme spécifié à l'article 3.2 I), tout document public ou rapport produit dans le cadre du Projet devra faire état de la contribution du gouvernement du Québec de la manière suivante: « Ce projet est financé par la Politique gouvernementale de prévention en santé dans le cadre du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé ».

11. MODIFICATION DE L'ENTENTE

- 11.1 Toute modification à la présente Entente doit faire l'objet d'un consentement écrit des Parties.

12. REGISTRES ET VÉRIFICATION

- 12.1 En ce qui concerne la gestion financière du Projet, l'INSPQ doit tenir des livres comptables en bonne et due forme, selon les pratiques commerciales et les principes comptables généralement reconnus. Les livres comptables doivent inclure l'ensemble des factures, pièces justificatives et reçus liés aux dépenses et aux revenus du Projet, y compris les sommes du financement provenant d'autres sources visant à couvrir les coûts du Projet, s'il y a lieu.
- 12.2 Le MSSS se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres de l'INSPQ pour s'assurer de la conformité aux modalités de la présente Entente. Cette vérification pourra avoir lieu à tout moment convenant aux Parties, et l'INSPQ devra faciliter ces inspections ou vérifications.

13. RÉSILIATION

- 13.1 Le MSSS se réserve le droit de résilier la présente Entente pour l'un des motifs suivants :
- i. L'INSPQ fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente Entente;
 - ii. L'INSPQ cesse ses opérations de quelque façon que ce soit, y compris en raison de la faillite, liquidation ou cession de ses biens;
 - iii. L'INSPQ lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations.
- 13.2 Pour ce faire, le MSSS adresse un avis écrit de résiliation à l'INSPQ énonçant le motif de résiliation.

- 13.3 Si la résiliation résulte d'une cause prévue à l'article 13.1 (i), l'INSPQ devra remédier au défaut énoncé dans le délai prescrit à cet avis, à défaut de quoi cette Entente sera automatiquement résiliée ; la résiliation prenant effet de plein droit à l'expiration de ce délai.
- 13.4 Si la résiliation résulte d'une cause prévue aux articles 13.1 (ii) ou (iii), la résiliation prendra effet de plein droit à compter de la date de la réception de l'avis par l'INSPQ.
- 13.5 En cas de résiliation de la présente Entente pour l'un ou l'autre des motifs indiqués à l'article 13.1, l'INSPQ aurait alors droit aux sommes engagées pour la réalisation des travaux, au prorata des travaux réalisés à la date de la résiliation de l'Entente, sans autre compensation ni indemnité que ce soit, et ce, à la condition qu'elles remettent au MSSS tous les travaux déjà effectués au moment de la résiliation.

14. CESSIION DE L'ENTENTE

Les droits et obligations contenus à la présente Entente ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, en tout ou en partie, sans l'autorisation de l'autre partie.

15. DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DES PARTIES

Aux fins de la réalisation des obligations découlant de la présente Entente, les Parties contractantes désignent les personnes suivantes comme étant celles aptes à recevoir et à donner toute instruction ou tout avis. Si un remplacement est rendu nécessaire, l'autre Partie devra en être avisée dans les meilleurs délais.

Pour le MSSS

Pour les affaires administratives :

Monsieur Yves Jalbert
Directeur médical de la protection de la
santé publique
Direction générale adjointe de la
protection de la santé publique
1075, chemin Sainte-Foy, 12^e étage
Québec (Québec) G1S 2M1
Courriel : yves.jalbert@msss.gouv.qc

Pour le suivi du Projet :

Monsieur Christian Roy
Conseiller en santé environnementale
Direction de la santé environnementale
Ministère de la Santé et des Services
sociaux
1075, chemin Sainte-Foy, 12^e étage
Québec (Québec) G1S 2M1
Courriel : christian.roy.@msss.gouv.qc.ca

Pour l'INSPQ

Pour les affaires administratives :

Monsieur Jean-Bernard Gamache
Chef d'unité scientifique
Unité Évaluation et soutien à la gestion des
risques
Direction de la santé environnementale, au
travail et de la toxicologie
Institut national de santé publique du Québec
190, boulevard Crémazie Est
Montréal (Québec) H2P 1E2
Courriel : jean-bernard.gamache@inspq.qc.ca

Pour le suivi du Projet :

Madame Audrey Smargiassi
Chercheuse associée
Unité Évaluation et soutien à la gestion des
risques
Direction de la santé environnementale, au
travail et de la toxicologie
Institut national de santé publique du Québec
Courriel : audrey.smargiassi@umontreal.ca

16. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 16.1 La présente Entente constitue la seule Entente intervenue entre les Parties concernant le présent objet et tout autre Entente non reproduite au présent mandat est réputée nulle et sans effet.
- 16.2 Les Parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente Entente en pleine connaissance de cause.

17. CLAUSE FINALE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (R.L.R.Q., chapitre. A-6.001).

EN FOI DE QUOI, les Parties aux présentes ont, par leur représentant, signé cette Entente aux dates mentionnées ci-après.

POUR LE MSSS

Marie-Ève-Bédard, sous-ministre adjointe
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Date

POUR L'INSPQ

Yves St-Onge, président-directeur général par intérim
Institut national de santé publique du Québec

Le 20 mai 2022

Date

ANNEXE 1

Charte de projet

Identification de la demande	Version 2.0
Nom du projet : Portrait de la combustion résidentielle du bois au Québec	No Projet :
Client : Jean-Bernard Gamache	Tél. :
Organisme et adresse : INSPQ	Courriel : jean-bernard.gamache@inspq.qc.ca
Sous-traitance requise : _x_ Oui __ Non	Date requise : Mars 2022
Priorité du client	Haute () Moyenne () Basse ()

Organisation du projet	
Responsable de projet	
Nom Patrick Poulin	INSPQ Patrick.poulin@inspq.qc.ca
Chargé de projet	
Audrey Smargiassi	INSPQ et UdeM audrey.smargiassi@umontreal.ca
Équipe de projet	
Stéphane Buteau	INSPQ stephane.buteau@inspq.qc.ca
Marianne Hatzopoulou	U of Toronto marianne.hatzopoulou@utoronto.ca
Félix Lamothe	INSPQ Felix.lamothe@inspq.qc.ca
Organisations impliquées dans la réalisation du projet	
Nom	Contact et coordonnées
Firme de sondage Léger	Caroline Roy crov@leger360.com
Ministère de la Santé et des Services Sociaux (MSSS)	Christian Roy christian.roy.dasp@msss.gouv.qc.ca
Ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MELCC)	Andrée-Anne Brown andree-anne.brown@environnement.gouv.qc.ca

Définition du projet
Raison d'être du projet
Les émissions associées à la combustion résidentielle du bois seraient, selon les estimés disponibles, la principale source de particules fines (PM2.5) au Québec. Cependant, d'importantes incertitudes demeurent quant à l'intensité de ces émissions et leur localisation à l'échelle locale, régionale ou municipale. Les estimés présentement accessibles sont uniquement basés sur des données agrégées pour de larges

secteurs géographiques. Ainsi, les milieux habités où les concentrations de polluants associés à ces émissions sont importantes demeurent mal documentés.

Historique

Un feu de foyer est généralement synonyme d'une soirée apaisante et tranquille à contempler l'embrasement des bûches dans la cheminée. Qu'elles proviennent d'un poêle à bois ou d'un foyer, les fumées émises par de tels dispositifs ne sont pas inoffensives. En effet, le chauffage au bois représente une source importante de contaminants dans l'atmosphère : monoxyde de carbone (CO), composés organiques volatils (COV), particules fines (PM2,5), oxydes d'azote (NOx) et hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP). Dans les quartiers où le chauffage au bois est davantage répandu, l'exposition aux contaminants provenant de la fumée des cheminées peut ainsi engendrer des effets néfastes sur la santé des résidents et plus particulièrement ceux souffrant de problèmes respiratoires. Ainsi, les enfants, les personnes âgées et celles qui souffrent d'asthme, de maladies pulmonaires obstructives chroniques ou de problèmes cardiaques sont les plus sensibles à la pollution atmosphérique. En hiver, ces effets peuvent être exacerbés lorsque les conditions de dispersion des polluants dans l'atmosphère sont mauvaises, ce qui survient plus fréquemment pendant cette saison. Ces mauvaises conditions de dispersion séquestrent les PM2,5 et les autres contaminants au niveau du sol, exposant davantage les populations. Le chauffage au bois représente aussi une source de polluants de l'air intérieur non négligeable associés à des effets respiratoires.

Des données assemblées au cours des dernières années par Environnement Canada et la Ville de Montréal ont montré qu'en hiver, dans un quartier résidentiel, les concentrations de COV, de particules fines et d'HAP étaient souvent supérieures aux concentrations mesurées au centre-ville. D'autres données issues de Ressources naturelles Canada montrent que le nombre de résidences dans lesquelles on a recours au chauffage au bois a pratiquement doublé de 1990 à 2010. L'utilisation des appareils de chauffage au bois comme chauffage d'appoint est populaire, surtout depuis la crise du verglas de 1998 au Québec.

Les particules fines, comme plusieurs autres polluants atmosphériques, sont également mesurées aux stations de mesures du Réseau de surveillance de la qualité de l'air du Québec. Certaines de ces stations de mesures ont avantageusement positionnées dans des secteurs résidentiels où l'on retrouve une grande proportion de ménages employant le chauffage au bois, ce qui permet d'estimer l'exposition dans certaines localités. En revanche, les stations ne sont pas suffisamment nombreuses pour permettre une estimation de l'exposition de l'ensemble de la population, ni de l'effet de la combustion résidentielle du bois sur la pollution de l'air hors des grands centres urbains. Le présent projet propose d'acquérir des informations via un sondage (ex. présence d'appareil de combustion, type, utilisation/quantité de bois brûlé), afin d'estimer les niveaux de polluants associés à cette source de polluants et l'exposition de la population.

Objectifs du projet

Documenter les habitudes de combustion résidentielle du bois au Québec à une résolution géographique fine afin de permettre la modélisation des concentrations de polluants associées à cette source.

Coûts/Bénéfices/Justificatif

La réalisation des travaux contribuera à identifier les zones où la combustion résidentielle du bois est importante et les secteurs où l'utilisation des poêles certifiés pourraient être requis. Les données assemblées contribueront aussi à estimer les émissions de particules fines pour lesquelles beaucoup d'incertitudes demeurent au regard de sources tels les équipements de chauffage au bois, et à modéliser les concentrations de polluants atmosphériques issues de la combustion du bois. En outre, l'information recueillie servira au développement de la surveillance de la qualité de l'air extérieur et intérieur en santé environnementale.

Définition du produit final

Une base de données sera créée avec les informations issues du sondage; celle-ci intégrera notamment les quantités de bois brûlées par les ménages sondés (environ 3000, selon la fréquence de personnes du panel LEO qui brûlent du bois) et la localisation de ces ménages.

Cette information servira au développement d'indicateurs de surveillance en santé environnementale; cette base de données sera complétée avec les informations d'un sondage téléphonique (2e phase non couverte par la présente chartre*).

* Cette 2^e phase est brièvement décrite à la section Efforts.

Principaux livrables

- 1) Questionnaire en anglais et français
- 2) Données descriptives issues de l'analyse des données de la base créée avec l'information du sondage.

Portée du projet (envergure)

Est inclus dans le projet :	N'est pas inclus dans le projet :
Questionnaires; Résultats d'un sondage sur la quantité de bois brûlé; Base de données complète; Amorce de développement d'un indicateur de surveillance;	L'indicateur de surveillance sera accessible une fois la 2e phase du projet complétée (voir section Efforts).

Échéancier (Jalons cibles)

Cette section présente une liste des dates importantes et des jalons cibles connus à cette étape. Doit inclure les versions préliminaires, révisions externes et version finales.

Activités, livrables, éléments	Échéancier
1. Questionnaires anglais/français	23 décembre 2021
2. Description de la base de données issues du sondage	15 avril 2022

Efforts

Les habitudes de combustion de bois de chauffage au Québec seront évaluées en deux phase. L'actuelle charte vise plus spécifiquement la première phase du projet qui, par l'entremise d'un sondage WEB, sollicitera 100 000 individus du panel LEO de Léger Inc. La seconde phase du projet portera sur le déploiement et l'analyse des résultat d'un sondage téléphonique qui ciblera les ménages fortement susceptibles de faire un usage du chauffage au bois (identifiés préalablement avec les données de Centris) . Ultiment, avec l'information des deux phases, le but est de développer un outil de surveillance. Les individus impliqués dans chacune des deux phases répondront au même sondage. En revanche, les ménage faisant usage d'un poêle à bois se verront administrer la version plus longue du questionnaire qui inclura environ 10 questions.

La compagnie Léger a été sélectionnée pour réaliser ce projet de sondage car elle possède le plus large panel web (LEO) au Québec. De plus c'est aussi une compagnie québécoise qui enregistre les données de ses "panélistes" au Canada.

Léger estime que pour la première phase, environ 21k personnes du panel LEO répondront au sondage web. De ce nombre, si 15 à 20% utilisent un appareil de combustion résidentielle du bois (et en conservant une personne par ménage), Léger estime qu'entre 2800 et 3700 personnes répondront aux questions pour estimer la quantité totale de bois brûlé au cours d'une saison de chauffe. C'est d'ailleurs cette première phase qui est visée par le présent projet. Comme expliqué plus haut, cette première phase sera complétée par des entrevues téléphoniques (effectuées par Léger) dans des secteurs ciblés à l'aide de données de Centris**.

Il n'y aura aucun critère d'exclusion à part l'âge du répondant (>18 ans). Pour la première phase, les participants devront être sélectionnés de façon à couvrir les 17 régions de la province de façon proportionnelle à la population des panélistes de ces régions. L'échantillon vise à être représentatif de la population des régions de la province. La firme de sondage dirigera les répondants vers un questionnaire en ligne hébergé sur un site internet qu'elle gère.

Les questions qui seront utilisées seront similaires à celles d'enquêtes précédentes (ex. Statistiques Canada).

Les questions adressées aux ménages qui utilisent un poêle à bois porteront notamment sur :

- a. Type d'appareil pour brûler le bois (poêle à bois, foyer, autre)
- b. Age et certification de l'équipement de combustion du bois
- c. Période d'utilisation (quels mois)
- d. Fréquence d'utilisation pendant cette période (journalière, weekends, occasionnelle)
- e. Durée lors de l'utilisation (nombre d'heures par jour lors de l'utilisation)
- f. Corde de bois brûlée par an
- g. Type de bois utilisé (bois dur ou mou; espèces)

Les répondants seront invités à partager le code postal à six position de leur résidence afin de permettre leur localisation géographique et d'utiliser les informations assemblées pour modéliser les niveaux de polluants associés à ces émissions.

Les résultats contribueront à estimer les émissions issues de la combustion résidentielle du bois au Québec. Les données obtenues avec les deux phases (sondage web avec le panel LEO et sondage téléphonique) serviront au développement d'indicateurs de surveillance pour diffusion auprès des Directions de santé publique.

** En estimant qu'il est possible de retracer le numéro téléphonique de 50% des résidences des secteurs oblés avec les données de Centris, et que 10% accepteront de participer au sondage, on estime qu'il faudra identifier 200k adresses avec poêles à bois avec les données de Centris pour obtenir 10k entrevues complètes. Les données historiques de Centris contiennent environ 100k habitations par année; ainsi l'utilisation de cinq années pourrait permettre d'identifier 200k adresses avec poêles à bois (en assumant environ 20% des résidences avec appareils de combustion).

Contraintes du projet
Échéancier : 3 janvier au 15 avril 2022
Qualité : NA
Autres : NA

Gouvernance du projet et modalités de fonctionnement

L'équipe du projet inclut Marianne Hatzopoulou, Stéphane Buteau et Félix Lamothe et sera dirigée par Audrey Smargiassi. L'équipe de projet conviendra du questionnaire (1er livrable). Les données du sondage seront compilées sous la direction d'Audrey Smargiassi. Tous les membres de l'équipe commenteront le document qui présentera les données collectées (2e livrable). La diffusion des résultats sera discutée en collégialité (notamment l'indicateur de surveillance qui sera développé). Ainsi les livrables seront approuvés par tous les membres de l'équipe de projet.

Rôles et responsabilités

Audrey Smargiassi développera le questionnaire et le fera circuler aux membres de l'équipes pour commentaires. Elle compilera les données qui seront recueillies par la firme de sondage Léger. Les membres de l'équipe commenteront les livrables (questionnaires et document décrivant les données du sondage).

Tous les membres de l'équipe sont intéressés à la poursuite du projet avec un 2^e volet. Il est souhaité que ce 2^e volet permette la collecte de suffisamment de données pour la diffusion d'un indicateur de surveillance.

Risque du projet pour l'organisation	Élevé ()	Moyen ()	Faible ()
Le sondage porte sur la combustion résidentielle du bois; il est espéré que ce sondage soit effectué en hiver, lorsque la combustion de bois de chauffage est à son maximum.			

Approbation – Charte de projet

Gouvernance du projet à ajuster selon la complexité du projet.

Approuvé par Comité directeur: _____
Date : _____ (aaaa-mm-jj)

Approuvé par (Client) : _____
Date : _____ (aaaa-mm-jj)

Approuvé par (Gestionnaire): _____
Date : _____ (aaaa-mm-jj)

Soumis par	Signature	Date
Chargé de projet –		

Budget requis

Postes budgétaires	Coût approximatif	Totaux
Cueillette de données	82 000\$	82 000\$
Frais divers	18 000\$	100 000\$
Frais de transfert	25 000\$ (25%)	125 000\$
Taxes (TVQ + TPS)	15 000\$ (15%)	140 000\$

ANNEXE 2

Lettre du MSSS

Bonjour Monsieur Poulin,

J'ai reçu la confirmation que les montants sont toujours disponibles pour financer votre projet *Portrait de la combustion résidentielle du bois au Québec*.

Nous constatons que votre projet contribuera à répondre à la mesure 2.10 de la Politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS) : *Élaborer et mettre en œuvre une politique de l'air* en documentant les habitudes de chauffage au bois des ménages du Québec à petite échelle afin de permettre la modélisation des concentrations de polluants associées à cette source.

Pour compléter votre demande de financement, nous devons remplir le document de convention d'aide financière ci-joint avec les diverses informations pertinentes à votre projet. Je vous laisse le soin de me faire part de vos disponibilités à travailler sur le document.

Bonne journée,

Christian
Christian Roy, Ph. D.
Conseiller en santé environnementale

*****Veuillez noter que je suis en télétravail, svp privilégiez les courriels pour me joindre. Merci de votre compréhension*****

Direction de la santé environnementale
Direction générale adjointe de la protection de la santé publique
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Édifice Catherine-De Longpré
1075, chemin Sainte-Foy, 12^e étage
Québec (Québec) G1S 2M1
~~Tél. : 418-266-6724~~
Fax : 418 266-6708
christian.roy.dgsp@msss.gouv.qc.ca
Site web : Quebec.ca



AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message peut renfermer des renseignements protégés ou des informations confidentielles.
Si vous l'avez reçu par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez en prévenir immédiatement l'expéditeur et effacer ce courriel.

Par respect pour l'environnement, imprimer ce courriel seulement si nécessaire.